

A Bruxelles, Mario Monti et Pascal Lamy limitent la casse

Le premier est la bête noire des patrons, le second se frotte aux mouvements antimondialisation. Ils ont en commun d'être les deux commissaires européens les plus puissants et les plus en vue de l'exécutif bruxellois. L'Italien Mario Monti pour la concurrence, et le Français Pascal Lamy pour le commerce international, se sont imposés à Bruxelles et dans l'opinion publique internationale, forts de dossiers qui dépassent les frontières des Quinze.

Avec le rejet en juillet du rapprochement entre General Electric et Honeywell dans le secteur aéronautique, le gendarme européen de la concurrence a, pour la première fois dans l'histoire de la Commission, mis un veto à un projet de fusion entre deux groupes américains qui avaient obtenu l'aval des autorités antitrust de leur pays. En négociant à la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha en novembre, Pascal Lamy a contribué au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales qui concerne 142 pays de la planète.

Tous les deux ont l'avantage, par rapport à d'autres commissaires, d'avoir les coudeées plutôt franches sur leurs dossiers. Mario Monti est chargé de faire appliquer le règlement sur les concentrations et de garantir qu'elles n'aient pas d'effets dommageables pour la concurrence. Les Etats membres n'ont pas à interférer dans ses décisions que seule la Cour de Justice peut annuler. Toutefois, le commissaire soumet à l'exécutif communautaire, cette semaine un Livre vert pour améliorer la transparence et l'efficacité de ce contrôle. De son côté, Pascal Lamy négocie pour le comp-

Les commissaires pour la concurrence et le commerce sont les plus en vue au sein de la Commission

te des Quinze en matière de commerce extérieur, mais il a disposé à Doha d'un mandat qui lui donne une liberté d'action dans un cadre prédéfini.

« Mario Monti, explique un grand patron, mène une doctrine de défense absolue du consommateur après un passé qu'il considère plutôt favorable aux producteurs. » En téléphonant eux-mêmes à Romano Prodi, le président de la Commission européenne, et à Mario Monti pour plaider en faveur de la fusion entre Schneider et Legrand (équipements électriques), Jacques Chirac et Laurent Fabius ont pu constater à leurs dépens la farouche indépendance de celui qu'on surnomme « Super Mario ». Cette intrinséquence ne va pas sans susciter l'hostilité des politiques et des patrons. Henri Lachmann, PDG de Schneider Electric, Göran Grosskopf, président du groupe Tetra Laval, dénoncent dans un point de vue commun publié par le *Financial Times* et *Les Echos* le 6 décembre « le nombre sans précédent de fusions » bloquées par Mario Monti et ses services, depuis le début de l'année.

Le premier s'est heurté au refus de la fusion de sa société avec Legrand le 10 octobre 2001, tandis que le second apprenait le 30 le rejet de la fusion de Tetra Laval avec Sidel, deux entreprises d'em-

ballage. Au total, huit fusions ont été bloquées ces deux dernières années par l'administration de M. Monti. Les deux industriels s'inquiètent des effets de cette politique et estiment que « nombre de sociétés risquent de ne pas être en position de concourir efficacement au sein de marchés mondiaux plus vastes et concurrentiels ». L'empêcheur de fusionner en rond réfute toute opposition systématique : les sérieux problèmes de concurrence posés par la fusion entre TotalFina et Elf ont pu être résolus par la vente de dépôts de carburants et oléoducs ainsi que par la cession de 70 stations sur autoroutes, expliquait-il dans le *Monde* du 8 novembre.

VISION FORTE

Pascal Lamy a lui aussi une vision forte de sa mission. Il a le souci d'infléchir le cours de la mondialisation afin qu'elle profite davantage aux pays en développement et qu'elle intègre des considérations, comme l'environnement et le social, autres que purement commerciales. Ce marathonien de 54 ans a une grosse capacité de travail et connaît parfaitement la mécanique communautaire pour avoir été pendant près de dix ans le directeur de cabinet de Jacques Delors, alors président de la Commission.

Pour convaincre ses partenaires des pays du Nord et du Sud de la nécessité de lancer un nouveau cycle de négociations, il n'a pas hésité à multiplier les déplacements dans les capitales. Sa tâche a probablement été facilitée par son amitié avec son homologue américain, Robert Zoellick, mais aussi par le nouveau contexte international à la fois économique et politique. Au final même si l'Union européenne

revient de Doha avec un bilan mitigé, le cycle a été lancé et Pascal Lamy y est pour beaucoup.

« Les deux hommes ont des convictions et sont de belles mécaniques intellectuelles, remarque un ancien diplomate européen. Ce sont des technocrates — l'un est énarque, l'autre était professeur de théorie et de politique monétaire à l'université Bocconi de Milan — et pas des politiques qu'on aurait voulu récompenser ou écarter en leur confiant ce poste. Ils disposent, en plus, de véritables portefeuilles, ce qui est loin d'être le cas de tous leurs collègues. » Le hit-parade des vingt commissaires européens que vient de publier *l'Expansion* reflète ce leadership des deux poids lourds de la Commission. Mario Monti arrive en tête du palmarès établi par quarante-deux journalistes internationaux chargés de couvrir les questions européennes à Bruxelles, suivi par Pascal Lamy, numéro deux. Mais ces bons résultats ne suffisent pas à relancer une institution qui manque de leadership : Romano Prodi arrive en vingtième et dernière position.

Présenté en sauveur après la débâcle de la Commission Santer, l'homme qui a fait entrer l'Italie dans l'euro n'arrive pas à s'imposer. Piètre communicant, de peu d'influence sur les politiques communautaires, il est aujourd'hui désigné comme un des maillons faibles de la Commission, qui ne souffre pas la comparaison avec Jacques Delors. « Attention, remarque un diplomate européen, l'ancien président de la Commission avait, pour pousser sa vision de l'Europe, le tandem Mitterrand-Kolli. » Quels sont aujourd'hui les Etats qui portent l'Europe ?

Martine Laronche